



Union interparlementaire  
Pour la démocratie. Pour tous.

# 153<sup>e</sup> Assemblée de l'UIP

Arusha  
(République-Unie de Tanzanie)  
5-9 octobre 2026



## Discours de la Dr T. Ackson Présidente de l'UIP

### Cérémonie inaugurale de la 153<sup>e</sup> Assemblée de l'UIP

Arusha, 5 octobre 2026

*Seul le prononcé fait foi*

M. Lameck Mwigulu Nchemba, Premier Ministre de la République-Unie de Tanzanie, représentant  
Mme Samia Suluhu Hassan, Présidente de la République-Unie de Tanzanie,  
M. Mussa Azzan Zungu, Président de l'Assemblée nationale de Tanzanie,  
Dr Tedros Adhanom Ghebreyesus, Directeur général de l'Organisation mondiale de la Santé,  
Mme Susan Ngogi Namondo, Coordonnatrice résidente des Nations Unies en Tanzanie,  
Mme Anda Filip, Secrétaire générale de l'UIP, Présidents et Vice-Présidents de parlement, Mesdames et Messieurs les parlementaires,  
Mesdames et Messieurs,  
Chers amis,

*Mti mmoja haujengi msitu.*

Un vieux proverbe swahili dit : "Un arbre seul ne fait pas une forêt". Un arbre peut grandir, devenir robuste et vivre pendant de nombreuses générations. Mais aussi majestueux soit-il, il ne pourra jamais, à lui seul, former une forêt. Pour cela, il a besoin d'autres arbres. Il a besoin d'une *communauté*.

Et aujourd'hui, ce mot, communauté, revêt pour moi un sens tout particulier. Car aujourd'hui, j'ai l'immense joie de vous dire à toutes et à tous : Bienvenue en Tanzanie. Bienvenue chez moi. Bienvenue dans *ma communauté* !

Avant d'aller plus loin, je tiens à remercier les dirigeants et les autorités de mon pays d'avoir ouvert leurs portes à l'UIP. Madame la Présidente, Monsieur le Président de l'Assemblée nationale, nous vous en sommes très reconnaissants.

Au cours des trois dernières années, j'ai prononcé de nombreux discours lors d'événements de l'UIP aux quatre coins du monde. Mais je dois l'avouer, celui-ci est différent.

Aujourd'hui, je me tiens devant vous en tant que Présidente de l'UIP et fière Tanzanienne. En tant que fille de cette terre. Et en tant que personne profondément convaincue par la leçon de ce vieux proverbe swahili : aucun d'entre nous ne peut avancer seul. Aucun d'entre nous ne peut réussir seul. Aucun d'entre nous ne peut bâtir seul quelque chose qui dure.

Il y a trois ans, sur le sol africain, j'ai eu l'immense honneur de devenir la première femme africaine à accéder à la présidence de l'UIP. Aujourd'hui, ici même, en Afrique, cette aventure approche de son terme.

Ce sera mon dernier discours d'ouverture d'une Assemblée de l'UIP. Et je peux vous le dire du fond du cœur : cet honneur aura été celui de toute une vie.

J'ai vu l'UIP se rassembler par-delà les langues, les cultures, les religions et les traditions politiques. Nous avons aussi eu des désaccords. Mais nous avons continué à dialoguer, à être présents et, surtout, à nous écouter.

F

#IPU153

Si j'ai pu apporter ma modeste contribution à cette Organisation — une institution qui existait bien avant ma présidence et qui poursuivra son œuvre longtemps après mon départ — j'espère que ce sera d'avoir rapproché un peu les gens et contribué à bâtir quelques ponts supplémentaires.

Car, comme je l'ai dit, *mti mmoja haujengi msitu*. Un arbre seul ne fait pas une forêt. Et un président ne fait pas l'UIP à lui seul. **Nous la faisons tous. Ensemble.**

Chers collègues,

Cela me ramène à ce mot, *communauté*, qui est au cœur de cette 153<sup>e</sup> Assemblée de l'UIP.

Nous sommes ici réunis en tant que **communauté parlementaire mondiale**. Et, à ce titre, nous savons à quel point nous avons besoin les uns des autres. Aucun pays ne peut lutter seul contre les changements climatiques. Aucune nation ne peut garantir seule une paix durable. Aucun État ne peut bâtir seul un ordre international plus juste.

Notre force réside dans notre capacité à œuvrer ensemble. Elle repose sur la même conviction qui rassemble les parlements du monde depuis 1889 : le dialogue et la coopération sont toujours des voies à privilégier pour répondre aux problèmes mondiaux que nous partageons.

Et nous avons vraiment besoin de dialogue et de coopération aujourd'hui, plus que jamais. Les guerres détruisent des vies et des communautés partout dans le monde. Le respect du droit international et des droits de l'homme est soumis à de fortes pressions. La crise climatique ne connaît pas de frontières. L'intelligence artificielle et d'autres nouvelles technologies progressent plus vite que nombre des règles conçues pour les encadrer.

Aucun de ces défis ne nous attendra patiemment. Et aucun ne peut être relevé unilatéralement. Nous devons coopérer précisément au moment où la tentation est grande de nous replier derrière nos frontières. C'est là tout le travail du multilatéralisme, et il n'a que rarement été aussi nécessaire.

Pourtant, aussi mondiaux que soient ces défis, ce sont les populations et les communautés qui, en définitive, en subissent les conséquences. Et pour nous, parlementaires, c'est là que le *mondial* devient *local*, voire *personnel*.

Car nous sommes aussi ici en tant que représentants de nos **propres communautés**. Celles et ceux qui nous ont élus et nous ont accordé leur confiance. Mais aussi, tout aussi important, celles et ceux qui n'ont pas voté pour nous et celles et ceux qui ont peut-être perdu toute confiance dans la politique.

Chers amis,

Quelque chose de grave est en train de se produire dans nos sociétés, partout dans le monde. L'idée même de *communauté* est de plus en plus mise à mal par une culture de l'intérêt personnel et de l'individualisme exacerbé. La conviction que *ma* réussite compte davantage que *notre* bien-être est l'un des grands maux de notre époque.

Le *Rapport sur les inégalités mondiales 2026* nous donne une image saisissante de cette réalité.

Imaginez un stade de football. Remplissez ses 50 000 places avec les personnes les plus riches et les plus puissantes de la planète, soit environ 0,001 % de la population mondiale.

Regardez maintenant à l'extérieur de ce stade. Vous y trouverez la moitié la plus pauvre de la population adulte mondiale, soit 2,8 milliards de personnes.

Les personnes à l'intérieur du stade possèdent **trois fois plus** de richesses que la moitié des adultes de la planète, qui se partagent moins de 10 % du revenu mondial.

C'est une image saisissante. Et, bien sûr, elle illustre une réalité qui dépasse la seule richesse matérielle. Elle renvoie à l'expérience d'être à *l'intérieur* ou d'être laissé à *l'extérieur*.

À *l'intérieur* des réseaux qui ouvrent des portes et créent des possibilités. À *l'intérieur* des lieux où se prennent les décisions. À *l'intérieur* d'un système d'institutions qui vous voit, vous écoute et répond à vos besoins.

Ou bien à *l'extérieur*, exclu, à regarder ce qui se passe sans pouvoir y prendre part.

Cette exclusion est profondément destructrice. Lorsque les gens constatent que le système est biaisé en leur défaveur, que les institutions fonctionnent mieux pour d'autres que pour eux, quelque chose de fondamental commence à se briser : la confiance.

Et lorsque la confiance se brise, le fossé entre les citoyens et ceux qui les gouvernent ne cesse de se creuser.

La *bonne gouvernance* peut sembler être une expression assez technique. Mais, en réalité, elle touche profondément à l'humain. Elle consiste à réduire ce fossé. La bonne gouvernance vise à faire tomber les barrières entre ceux qui sont à l'intérieur du système et ceux qui restent à sa porte, afin que chacun ait quelque chose à défendre, puisse faire entendre sa voix et bénéficie d'une chance équitable de participer.

Bien entendu, nous ne pouvons pas promettre à chacun les mêmes résultats. Mais nous pouvons œuvrer pour que les possibilités ne soient pas réservées à une poignée de privilégiés.

Cela suppose des institutions responsables, transparentes et efficaces au service de la population : de bonnes écoles, des soins de santé de qualité, un accès à la justice et une protection sociale forte, des logements décents, la sécurité et les conditions fondamentales nécessaires à une vie digne.

Cela suppose également des institutions qui écoutent et agissent. Lorsque les citoyens ont véritablement leur mot à dire dans les décisions publiques, les politiques sont meilleures et les gouvernements plus réactifs.

Nous devons aussi faire une place à toutes les voix, en particulier à celles que l'on exclut trop souvent : les femmes, les jeunes, les personnes handicapées et les groupes marginalisés. Leur participation n'est pas une simple case à cocher. Leur expérience enrichit le débat et, parfois, change la décision elle-même. C'est précisément ce que doit permettre une inclusion véritable.

Ce qui m'amène à la démocratie parlementaire.

En tant que parlementaires, nous sommes un trait d'union entre les citoyens et l'État. Nous pouvons faire entendre la voix des personnes que nous représentons dans les décisions qui déterminent les priorités nationales. Par le biais de la législation, des budgets et du contrôle de l'action gouvernementale, nous pouvons poser une question simple : les ressources publiques parviennent-elles à celles et ceux qui en ont besoin ?

Les bonnes intentions ne suffisent pas. La véritable épreuve pour toute politique, c'est ce qui se passe lorsqu'elle quitte le papier pour se traduire dans la vie des gens.

Mesdames et Messieurs les délégués,

J'ai commencé par vous dire que ce discours avait une saveur particulière. C'est peut-être aussi parce qu'un dernier discours d'ouverture conduit inévitablement à regarder en arrière. Mais, curieusement, je me surprends aussi à regarder vers l'avenir.

Je regarde les parlementaires réunis dans cette salle, mes collègues venus des quatre coins du monde. Et je me rappelle que la politique peut encore contribuer de manière extraordinaire à améliorer la vie des gens, lorsqu'elle est exercée avec courage, humilité et dans l'esprit de l'intérêt général.

Et je regarde vers l'avenir parce que, malgré tout ce qui se passe dans le monde, je crois toujours profondément au service de la population et à ce qu'il peut accomplir.

C'est pourquoi nous sommes réunis à Arusha.

Au cours des prochains jours, j'espère que nous saurons faire preuve d'assez d'audace pour remettre en question nos certitudes, d'assez d'ouverture pour écouter les autres et de pragmatisme pour faire en sorte que les enseignements que nous tirerons ici se traduisent en actions concrètes à notre retour dans nos pays.

Je voudrais donc revenir à cette sagesse swahilie par laquelle j'ai commencé : *Mti mmoja haujengi msitu*.

“Un arbre seul ne fait pas une forêt”. Nos sociétés sont plus fortes lorsque chacun y a sa place, lorsque la confiance nous unit et lorsque les possibilités sont ouvertes à toutes et tous.

Je vous souhaite une 153<sup>e</sup> Assemblée de l'UIP enrichissante et fructueuse.

Je vous remercie.